Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 927

Artikel: Euphorie européenne
Autor: Rebeaud, Laurent
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018404

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Euphorie européenne

A en croire les sondages, les Suisses romands seraient en majorité favorables à une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Les Suisses allemands seraient nettement plus réticents. On ne précise pas quand cette adhésion devrait avoir lieu, ni dans quelles conditions.
Dans les milieux politiques, la plus grande réserve est de mise. Seul le parti socialiste manifeste clairement son intérêt grandissant pour l'intégration, sans trop préciser la date ni la forme.

Réflexes de minoritaires

Ces clivages ne doivent rien à des analyses du contenu de l'Acte unique européen, ni à une connaissance des forces actuellement à l'œuvre à Bruxelles. Moins encore à une vision claire de la place qu'occuperait la Suisse dans la Communauté. Ils révèlent plutôt un penchant irrationnel de minoritaires souffrant de l'être, et séduits par la perspective d'une «solution européenne» à leur souffrance.
Les Romands sont minoritaires au sein de la Confédération. Cela les contraint à devoir constamment rappeler leur existence dans les cénacles fédéraux de Berne, de Bâle ou de Zurich. Situation pénible, maintes fois illustrée, et constamment aggravée par les processus de concentration en cours dans le domaine économique comme dans le domaine politique. Nos autonomies cantonales semblent se vider inexorablement de leur substance. Il nous arrive parfois de nous sentir enfermés dans un destin de minoritaires à perpétuité. Pour échapper à ce destin, l'intégration européenne offre l'agréable perspective d'une participation au bloc francophone, voire, mieux encore, au bloc latin.
Pour les socialistes, le réflexe est semblable, même si la Constitution fédérale ne condamne pas le parti socialiste à rester minoritaire. Nous savons que, pour longtemps, la gauche restera largement en-dessous des 50%. Or, dans l'Europe des Douze, la gauche est forte! Elle gouverne à Madrid et à Paris. Elle peut légitimement aspirer à retrouver le pouvoir à Londres, à Bonn ou à Lisbonne. A terme, un gouvernement des Etats-Unis d'Europe pourrait être socialiste. L'espoir, pour les socialistes suisses, d'être un jour dans la majorité!
Ces espoirs de Romands et de socialistes ne sont pas méprisables. Malheureusement, ils prennent une forme un peu trop euphorique. L'«europtimisme» béat, qui consiste à s'inventer un avenir radieux dans le cadre de la CEE, motive d'irresponsables fuites en avant. Devant les conflits liés aux limites du territoire, quoi de plus tentant que de spéculer sur de futures «solutions européennes»? C'est ainsi qu'une partie de la gauche genevoise s'apprête à sacrifier la zone agricole cantonale, pour «résoudre la crise du logement», autrement dit pour trouver sur territoire français l'espace nécessaire à la poursuite de la croissance de Genève.

L'Europe est d'abord économique

Or la CEE, ce n'est pas seulement la suppression des passeports ou la liberté d'aller s'établir où l'on veut. Ce qui est en train de se créer à Bruxelles n'est pas une amicale des peuples d'Europe, mais une grande puissance technocratique. Sa priorité est d'ordre économique. Le grand marché unifié accentuera mécaniquement les processus de concentration et de spécialisation régionale: l'industrie sur les grands axes de transport, le tourisme au bord de la mer et sur les montagnes, l'agriculture dans les plaines fertiles, etc. En y entrant, la Suisse ne devrait pas seulement sacrifier sa neutralité, son fédéralisme et sa démocratie directe. Elle devrait surtout se résigner au dépérissement de son agriculture et de son industrie, pour devenir une monoculture tertiaire dominée par la banque et l'assurance.
On peut être gêné par la position du Vorort et du Conseil fédéral, qui veulent adapter la Suisse au Marché commun sans y adhérer formellement, de manière à accéder au grand marché sans être soumis au contrôle de Bruxelles. C'est très vilain, naturellement. C'est vouloir, comme toujours, le beurre et l'argent du beurre. Mais on peut être contre l'adhésion pour d'autres motifs que le Vorort. Aujourd'hui, en tout cas, une adhésion nous priverait des moyens démocratiques de résister au rouleau compresseur de la Communauté européenne.

La vraie Europe reste à faire

L'Europe réelle, celle des peuples, des diversités, des cultures et des minorités, a intérêt à tout ce qui empêche l'homogénéisation du continent. Pour cela, il vaut mieux que la Suisse reste hors de la Communauté. Ce serait aussi une manière de rappeler que l'Europe est plus vaste que les Douze. Les contre-pouvoirs à la technocratie de Bruxelles ne pourraient-ils pas prendre forme dans une association politique de la Suisse avec l'Autriche et la Suède, et plus tard, pourquoi pas, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie ou la Pologne, voire les Pays-Baltes? Ceux-ci ne sont ni plus ni moins européens que les Français ou les Allemands.
L'élargissement de la CEE n'est plus nécessaire pour empêcher un conflit armé entre Etats d'Europe occidentale. La «construction européenne» que prétend promouvoir l'Acte unique est plutôt un aplatissement et un rétrécissement de l'Europe. La preuve du besoin, décidément, n'est pas fournie.

Laurent Rebeaud

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Laurent Rebeaud est conseiller national écologiste.
Les sous-titres sont de la rédaction.